



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/28
7 octobre 2008



FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-sixième réunion
Doha, 8-12 novembre 2008

PROPOSITIONS DE PROJET : DOMINIQUE

Le présent document comporte les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds sur la proposition de projet suivante:

Élimination

- Plan de gestion de l'élimination finale des CFC (deuxième et troisième tranches)

PNUD et PNUE

FICHE D'EVALUATION DE PROJET – PROJETS PLURIANNUELS

Dominique

(I) TITRE DU PROJET	ORGANISME:
Plan d'élimination de CFC	PNUD, PNUE

(II) DERNIERES DONNEES DE L'ARTICLE 7 (Tonnes PAO)					ANNEE: 2007
CFC: 0	CTC: 0	Halons: 0	MB: 0	TCA: 0	

(III) DERNIERES DONNEES SECTORIELLES DU PROGRAMME DE PAYS (Tonnes PAO)											ANNEE: 2007		
Substances	Aérosols	Mousses	Halons	Refrigération		Solvants	Agents de transformation	Inhalateurs a doseur	Utilisation de laboratoire	Bromure de méthyle		Gonflage de tabac	Total Sector Consumption
				Fabrication	Services d'entretien					QPS	Non QPS		
CFC													0.
CTC													0.
Halons													0.
Methyl Bromide													0.
TCA													0.

(IV) DONNEES DU PROJET			2006	2007	2008	2009	2010	Total
Limites de la consommation du Protocole de Montréal		CFC	0.8	0.2	0.2	0.2	0.	
Consommation maximale permise (Tonnes PAO)		CFC	0.7	0.2	0.2	0.2	0.	
Coûts de projet (\$US)	PNUD	Coûts de projet	40,000.	45,000.	12,000.	6,000.		103,000.
		Coûts de soutien	3,600.	4,050.	1,080.	540.		9,270.
	PNUE	Coûts de projet	35,000.	45,000.	21,000.	13,000.		114,000.
		Coûts de soutien	4,550.	5,850.	2,730.	1,690.		14,820.
Total des fonds approuvés en principe (\$US)		Coûts de projet	75,000.	90,000.	33,000.	19,000.		217,000.
		Coûts de soutien	8,150.	9,900.	3,810.	2,230.		24,090.
Total des fonds débloqués par le Comité exécutif (\$US)		Coûts de projet	75,000.	0.	0.	0.		75,000.
		Coûts de soutien	8,150.	0.	0.	0.		8,150.
Total des fonds demandés pour l'année en cours (\$US)		Coûts de projet		90,000.	33,000.	0.		123,000.
		Coûts de soutien		9,900.	3,810.	0.		13,710.

(V) RECOMMANDATION DU SECRETARIAT:	Approbation générale
---	-----------------------------

QPS: Applications sanitaires préalables à l'expédition

Non-QPS: Applications autres que sanitaires et préalables à l'expédition

DESCRIPTION DU PROJET

1. Au nom du gouvernement du Commonwealth de la Dominique, le PNUE, à titre d'agence d'exécution principale, a présenté pour examen par le Comité exécutif à sa 56^e réunion, un rapport périodique sur la mise en oeuvre du premier programme de travail du Commonwealth de la Dominique visant le plan de gestion de l'élimination finale (PGEF). Le PNUE a aussi demandé du financement pour les deuxième et troisième tranches du PGEF à un coût total de 66 000 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 8 580 \$ US pour le PNUE et de 57 000 \$ US plus des coûts d'appui d'agence de 5 130 \$ US pour le PNUD.

Données générales

2. À sa 48^e réunion, le Comité exécutif a approuvé le PGEF du Commonwealth de la Dominique visant l'élimination totale de la consommation de CFC au pays d'ici 2009. Un financement total de 217 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 24 090 \$ US, a été approuvé en principe par le Comité exécutif. À cette même réunion, le Comité exécutif a approuvé un montant de 75 000 \$ US, plus des coûts d'appui d'agence de 4 550 \$ US pour le PNUE et de 3 600 \$ US pour le PNUD, pour la mise en oeuvre de la première tranche du PGEF.

Rapport périodique sur la mise en oeuvre de la première tranche du PGEF

3. Après l'approbation du PGEF par le Comité exécutif, les activités suivantes ont été mises en oeuvre : des lois et des règlements ont été adoptés et mis à exécution. On est à établir et à légaliser l'association du Commonwealth de la Dominique en matière de réfrigération et de climatisation; de la formation est prévue en septembre 2008 pour les agents de douane, avec l'aide de formateurs en douane de la Grenade; des techniciens en réfrigération suivent des cours en bonnes pratiques, grâce à des outils et des équipements de formation; et trois écoles secondaires ont inclus une formation en meilleures pratiques dans leurs programmes d'enseignement. On a élaboré une liste des outils d'entretien et des équipements requis en se basant sur une évaluation du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération par les principaux intéressés. Les équipements ont été achetés et ils seront livrés aux techniciens d'ici octobre 2008. D'autres programmes de formation pour les techniciens en réfrigération seront dispensés dès que les outils et les équipements auront été distribués. Des consultants locaux ont été embauchés pour aider à mettre en oeuvre les activités proposées dans le PGEF.

4. En date de septembre 2008, des 75 000 \$ US approuvés pour la première tranche, 71 286 \$ US avaient été décaissés ou engagés.

Plan d'action pour les deuxième et troisième tranches du PGEF

5. Le gouvernement du Commonwealth de la Dominique s'engage à mettre en oeuvre des activités dans le cadre des deuxième et troisième programmes de travail du PGEF : fourniture d'outils d'entretien et d'équipements supplémentaires; formation en reconversion, et démonstration et identification des mélanges directs; ateliers de démonstration afin de perfectionner les compétences en reconversion d'équipements avec CFC à des équipements avec mélanges directs. Ces programmes comprennent aussi la formation d'agents de douane et de personnel d'exécution, et l'établissement d'un réseau de prévention du commerce illicite; l'élaboration finale d'un code de bonnes pratiques; l'examen des règlements du Protocole de Montréal; d'autres activités de formation des techniciens en bonnes pratiques d'entretien en réfrigération, en reconversion et en récupération et recyclage des frigorigènes; un soutien continu de l'association de réfrigération; et des activités de surveillance et d'évaluation.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

6. À leur 18^e réunion, les Parties ont fait remarquer que 1,4 tonne PAO de la consommation de CFC déclarée en 2005 par le Commonwealth de la Dominique dépassait de 0,7 tonne PAO la consommation maximale admissible de la Partie pour cette année. Le Commonwealth de la Dominique n'était donc pas en conformité avec les mesures de contrôle du Protocole en matière de CFC. Les Parties ont aussi pris note de la présentation d'un plan d'action par le Commonwealth de la Dominique afin d'assurer un prompt retour à la conformité, plan selon lequel la Partie s'engageait à réduire sa consommation de CFC à 0,45 tonne PAO en 2006 et à aucune consommation à compter de 2007 (décision XVIII/22).

7. Depuis l'adoption de la décision XVIII/22, la consommation de CFC déclarée par le gouvernement du Commonwealth de la Dominique en vertu de l'Article 7 du Protocole a été inférieure au niveau maximal admissible en vertu de cette décision (0,5 tonne PAO en 2006 et aucune consommation en 2007). Le PNUE a aussi souligné que la consommation de CFC demeurera nulle en 2008 et 2009 tel que le requiert la décision XVIII/22 des Parties, car les règlements en matière de SAO comprennent les mesures nécessaires au maintien de la conformité.

8. Prenant note des retards subis durant la première tranche du PGEF du Commonwealth de la Dominique, le Secrétariat a demandé quelle assistance le pays aurait pu fournir pour éviter ces retards. Le PNUE a indiqué que, lors de la gestion des fonds approuvés pour la première tranche, les deux agences ont utilisé des approches orientées vers le pays tel que le demandait le gouvernement. Il a donc été de ce fait difficile d'effectuer une gestion plus directe du processus de mise en oeuvre. Pour les tranches de financement subséquentes, les agences auront un contrôle plus immédiat du décaissement des fonds.

9. Étant donné les défis similaires auxquels sont confrontés d'autres pays mettant en oeuvre des PGEF dans les sous-régions, les approches supplémentaires suivantes sont utilisées : une réunion annuelle des autres pays des Caraïbes ayant des PGEF afin d'examiner l'état de la mise en oeuvre et de s'occuper des questions pertinentes; au moins une mission au pays pour rencontrer tous les intervenants et décideurs et examiner les programmes nationaux de mise en oeuvre et les objectifs; une communication périodique du bureau régional du PNUE avec le ministre et chef du département en ce qui a trait à l'état de la situation et au soutien requis par ces bureaux; et une collaboration Sud/Sud pour aider à la mise en oeuvre.

RECOMMANDATION

10. Prenant note que le gouvernement du Commonwealth de la Dominique a été en conformité avec les dispositions de la décision XVIII/22, que le gouvernement a instauré des mesures législatives afin de maintenir la consommation de CFC nulle, et que les questions en rapport avec les retards dans la mise en oeuvre ont été traitées, le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des deuxième et troisième tranches du PGEF et des coûts d'appui associés au niveau de financement indiqué au tableau suivant.

	Titre du projet	Financement du projet (\$ US)	Coûts d'appui (\$ US)	Agence d'exécution
a)	Plan de gestion de l'élimination finale (deuxième et troisième tranches)	66 000	8 580	UNEP
b)	Plan de gestion de l'élimination finale (deuxième et troisième tranches)	57 000	5 130	PNUD

- - - -